

L'indépendant

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ET D'ANALYSES N° 1498 DES JEUDI 17 MARS 2022 * 29ÈME ANNÉE * PRIX : 3000 FG * ZONE CEFA : 500



Dialogue politique

Le gouvernement se fait tirer l'oreille

Dr Kassory à la tête du RPG

« Cette décision ne vient pas du président Alpha Condé », P.4

dixit Ansoumane Damara Camara

Cas Ismaël, Évelyne, Tibou et 114 autres personnalités inculpées par la CRIEF

Le procureur spécial Aly Touré fait le point ! P.3



Maladho Kaba

« Avec l'égalité homme-femme, ... notre PIB par tête pourrait augmenter de 10% à l'horizon 2035 »

Maladho Kaba

«Avec l'égalité homme-femme,... notre PIB par tête pourrait augmenter de 10% à l'horizon 2035»

Dans un entretien accordé à notre rédaction, l'ancienne ministre de l'Economie et des Finances, Maladho Kaba, partage sa lecture sur la faible représentativité des femmes dans les instances de décisions, l'émancipation de la couche féminine et la célébration en « grande fête », la journée internationale des droits des femmes. Même si elle salue la bravoure de la femme guinéenne, Maladho Kaba soutient que « beaucoup reste à faire ».



L'Indépendant: Mois de mars, mois de la femme. Pour vous en quoi cette période devrait être consacrée ?

Maladho Kaba: C'est un mois qui doit être consacré à commémorer la mémoire de tous ceux et celles qui ont promu les droits des femmes, et c'est parfois au péril de leurs vies.

C'est également un mois pour revendiquer, car il y a encore beaucoup de défis à relever pour l'atteinte de l'égalité entre hommes et femmes et le respect de nos droits. Le 8 mars c'est un moment où l'on fait le bilan des actions pour faire avancer les droits des femmes et

pour se projeter et continuer les efforts. Il est crucial de défendre les droits des Guinéennes parce qu'elles sont avant tout des citoyennes. Aujourd'hui, il est important de comprendre que la parité en genre est une question de bon sens économique.

L'on sait par exemple qu'en réduisant de façon significative les inégalités de genre on pourrait ajouter près de 12 mille milliards de dollars à la croissance globale. Sur notre continent, en promouvant l'égalité homme-femme, on pourrait accroître le produit intérieur brut (PIB) de près de 12% à l'horizon 2025. Et en Guinée des études récentes ont montré que notre PIB par tête pourrait augmenter de 10% à l'horizon 2035.

L'indépendant: Depuis plusieurs années, la journée du 08 mars est plutôt célébrée en fête. Qu'en pensez-vous et que pourrait-on faire ?

Maladho Kaba: Il faut qu'on sorte de la distraction. Je crois que l'on pourrait par exemple décider d'identifier une ou deux thématiques sur lesquelles se pencher concrètement pendant l'année en cours et présenter les résultats l'année suivante. Ça permettrait peut-être de sortir de ce côté trop festif.

L'Indépendant : Comment définissez-vous l'émancipation de la couche féminine ?

Maladho Kaba: Vous savez, l'émancipation féminine passe par plusieurs choses. Les femmes sont victimes de violences sexuelles. Les viols sont banalisés et restent largement impunis. En 2018, il y avait encore 96% de femmes âgées de 15 à 49 ans qui étaient excisées. Les VBG sont un vrai calvaire. Il ne se passe pas une semaine sans qu'on n'évoque des cas de viols, de violences physiques à l'égard des femmes. Les femmes n'ont pas accès aux financements. En Afrique subsaharienne, 20 à 30% des femmes détiennent un compte bancaire et la moitié d'entre elles détiennent ces comptes à travers leurs conjoints. Et 1% des femmes ont accès à des sources de financement formel. Tout ceci prouve qu'on a encore beaucoup de chemins à parcourir. Lorsqu'on regarde la digitalisation, là aussi les écarts entre hommes et femmes sont importants...

L'Indépendant : Pensez-vous que la non-représentativité des femmes dans les instances de prise de décisions pose un frein à leur épanouissement ?

Maladho Kaba: Nous disposons de plusieurs études qui montrent les bienfaits de la diversité en genre dans les organisations et les sociétés. Avoir des personnes avec des parcours professionnels divers, des expériences de vie différentes et de genres différents permet d'avoir un éventail de solutions plus grand. Les organisations qui sont fondées sur la diversité sont plus performantes et inclusives. En ce qui concerne la Guinée, le cabinet Falémé Conseil a récemment publié le premier tableau de bord sur la diversité genre en Guinée qui examine la participation des femmes au gouvernement sur les 10 dernières années. Les résultats sont intéressants car ils battent en brèche certaines idées reçues. Par exemple, près de 31% de femmes détenaient un

portefeuille ministériel avant septembre 2021 contre 15% en 2010. Ce pourcentage est supérieur à la moyenne globale et mondiale qui se situe à 22%. Cependant, tous ces chiffres ne veulent pas dire qu'il faut s'arrêter là, car on veut la parité et il faut continuer à pousser.

L'Indépendant : Vous avez été la première femme à occuper le portefeuille du ministère de l'Economie et des finances. Cela a inspiré beaucoup de filles et femmes de la nouvelle génération. Est-ce que cet exploit a un secret ?

Maladho Kaba: Le seul secret c'est le travail, la confiance en soi et cette confiance en soi on la bâtit en se formant : la formation académique mais aussi les formations professionnelles. L'autre élément, ce sont les mentors. Moi j'ai eu la chance d'avoir d'excellents mentors qui étaient à la fois des hommes et des femmes qui m'ont toujours accompagnée durant ma carrière professionnelle. Mais pour moi, le travail reste un facteur déterminant. Il n'y a pas d'ascenseur pour atteindre ses objectifs. Il faut travailler sans relâche.

L'Indépendant : Un message à l'ensemble des femmes et aux Guinéennes en particulier ?

Maladho Kaba: La femme guinéenne est une battante, mais il est important de travailler, de se former, quel que soit son métier. Personne ne vous enlèvera vos diplômes. La beauté finit par se faner.

L'Indépendant : Madame la ministre, nous arrivons à la fin de cet entretien. Dites-nous 3 mots qui caractérisent la femme guinéenne...

Battante, responsable et pionnière.

Interview réalisée par Amadou Tidiane Diallo

L'indépendant

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Dar-Es-Salam sur la route Leprince
Commune de Ratoma
Email: lindependantguinee@gmail.com
- Tél : 664.63.09.53 - BP: 2427
Conakry

Redacteur en chef

Amadou Sadjo DIALLO: 624 37 26 68
Email: dialloamsadjo@gmail.com

Comité de rédaction

Amadou Sadjo DIALLO
Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Moussa THIAM

P.A.O

N. S. SOUMAORO

Recouvrements, Abonnements, Marketing, Publicités & Annonces

Mamadou Aliou Diakité Tél.
664.63.09.53/
622.04.62.21

E-mail: madalga1@gmail.com

Distribution: SPIC / Maison du Livre

Impression: SPIC/Imprimerie Warh Business Groupe

Lisez le journal numérique sur le site
www.kefinafasso.com

Avis très important

Pour vos avis, annonces et publicités, Publi-reportages, couvertures médiatiques et abonnements, contactez le service commercial et marketing au

Tél. : 664 63 09 53 / 622 04 62 21

E-mail : lindependantguinee@gmail.com

Cas Ismaël, Évelyne, Tibou et 114 autres personnalités inculpées par la CRIEF

Le procureur spécial Aly Touré fait le point !

Le Parquet spécial de la CRIEF était face à la presse, le mardi 15 mars 2022, au ministère de la Justice et des Droits de l'homme. Depuis sa création en 2021, cette juridiction a inculpé 114 personnalités la plus part des dignitaires du régime déchu.

Sur les 114 inculpés, 106 sont en liberté provisoire. Instructions 26, jugement 2. Personnes morales 7 et personnes physiques en détention 8. Ismaël Djoubate ancien ministre du Budget, son comptable et Évelyne Foula sont en détention à la maison centrale depuis quelques semaines tandis que Tibou Kamara, lui est en liberté provisoire. « Tibou Kamara a été entendu et placé sous contrôle judiciaire. Ismaël Djoubate Évelyne Foula ont été inculpés devant la CRIEF. Lorsque la CRIEF a été créé, il est dit que lorsque les dossiers relevant de la compétence de la CRIEF son pendant devant les juridictions de droit commun sur réquisitoire du procureur de ce tribunal, les dossiers sont transmis au parquet pour être traité au même niveau de jugement. Si c'est au niveau du parquet, ça vient carrément sur le parquet. Quand c'est au niveau de l'instruction, ça va directement au niveau de la chambre de l'instruction. Quand c'est au niveau des appels, ça va directement devant la Chambre des appels. Quand c'est au niveau du jugement, au niveau des auditions de droit commun quand ça vient à la CRIEF, ça continue à la chambre de jugement», clarifie le procureur spécial de la CRIEF.

Sur la même lancée, Aly Touré rassure que les dossiers d'Évelyne Foula, Tibou Kamara et Ismaël sont à la phase de l'instruction. « Nous avons saisi la chambre de l'instruction. La chambre les a interrogé et les a inculpés. Et en fonction des réalités du dossier la chambre a estimé que M. Tibou Kamara devait être placée sous contrôle judiciaire



compte tenu des charges qu'ils ont constaté dans le dossier », a-t-il justifié.

Sur le dossier d'Évelyne Foula et d'Ismaël Djoubate, le procureur spécial de la CRIEF déclare: « Ismaël Djoubate et Évelyne ont été placé sous mandat de dépôt. Encore que dans nos demandes de réquisitoire que nous avons formulé devant la chambre de l'instruction, nous avons dit que ces trois devaient être détenus de façon préventive. Mais les magistrats du siège sont in-

dépendants. Ils ne sont pas liés parce que nous leur demandons. Ils peuvent aller dans le sens de notre demande tout comme ils peuvent prendre le contre-pied. C'est ce qui s'est passé. Nous n'avons pas d'ordre à donner à la chambre de l'instruction. C'est la chambre qui a estimé dans sa propre conviction que Tibou devait être placé sous contrôle judiciaire et les deux autres en détention»

Amadou Tidiane Diallo

Avis important

L'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" constatent ces derniers temps, avec regret, que des individus non identifiés se présentent au niveau des institutions nationales et internationales, ainsi qu'au niveau de certaines sociétés de la place, au nom des deux organes, sans aucune autorisation de leurs responsables.

Face à ces agissements relevant du délit, l'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" invitent cordialement et humblement les entités citées plus haut à se référer toujours à l'adresse mentionnée dans l'ours des deux journaux en cas de besoin.

Merci d'avance de la compréhension!

La Rédaction

Dialogue politique

Le gouvernement se fait tirer l'oreille



Le ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation a reçu en début de semaine les acteurs politiques pour échanger sur le processus de mise en place d'un cadre de dialogue. Ces rencontres interviennent quelques jours après la menace de reprise des manifestations de rue de 58 partis politiques. Dans une déclaration commune, ces formations politiques, dénonçant le manque de concertation avec les nouvelles autorités, avaient prévu de descendre dans la rue, si toutefois un couloir d'échange n'était pas ouvert. Comme un écolier, le gouvernement se fait tirer l'oreille.

Sans prendre assez de temps, les nouvelles autorités du pays, a peine six mois de leur arrivé à la tête du pays, privilégient la table que la rue. C'est dans ce cadre que le ministre Mory Condé, accompagné de Thierno Mamadou Bah, ministre Conseiller Spécial du président de la Transition, a reçu les acteurs politiques des différentes coalitions, le mardi 15 mars 2022.

Au sortir des échanges, toutes les parties ont salué l'engagement de tout un chacun pour mettre en place rapidement ce cadre permanent de dialogue.

Contrairement à son mentor, président de la Transition, colonel Mamadi Doumbouya qui, avec un ton

martial déclarait qu'il n'y avait pas que la classe politique dans le pays et qu'il ne cèdera à aucune pression, le ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, lui semble bien imprégné dorénavant du rôle et de la force des acteurs politiques. Car, selon Mory Condé, ces derniers font partie intégrante de notre nation. A cet égard, souligne-t-il, « on se doit l'obligation de les consulter d'avoir leur avis en fonction des intérêts. Ils se sont réunis en coalition parce que ceux qui sont dans une coalition ont les mêmes intérêts, donc c'est tout à fait légitime pour nous de les consulter par coalition afin de savoir leur avis. La transition, quoi qu'on dise, elle est politique donc les acteurs politiques ce sont eux qui seront appelés à être candidats aux élections », indique-t-il, avant d'ajouter : « au lendemain du 5 septembre, le peuple de Guinée dans son entièreté a conféré au CNRD une légitimité à travers la liesse populaire, nous devons être inclusifs dans tout ce que nous faisons. C'est pourquoi nous jugeons nécessaire pour certaines décisions engageant la classe politique, engageant les forces vives de la nation de les consulter pour avoir leur avis avant la prise de décision».

Désormais, la classe politique sait où toucher pour se faire respecter par les autorités de la transition.

Sadjo Diallo

Dr Kassory à la tête du RPG

« Cette décision ne vient pas du président Alpha Condé », dicit Ansoumane Damaro Camara

Camara

Rien ne va plus au sein du RPG/Arc-en-ciel. Certains cadres et jeunes du parti dénoncent la désignation de Dr Kassory Fofana pour diriger provisoirement le parti. Parmi eux des coordinateurs, des secrétaires généraux des sous sections, des comités de base de la ville de Conakry. Dans un entretien accordé à notre reporter, Ansoumane Damaro Camara, Coordinateur des secrétaires généraux de la jeunesse des sous-sections et des comités de base de la ville de Conakry exige plutôt un congrès.

Bonjour M. Camara Ansoumane Damaro ! Etes-vous satisfait de la mise en place d'un conseil exécutif provisoire ?

C'est un groupe qui s'est retrouvé et décidé quelque chose pour imposer leur dicta sur la base. Je crois que la pyramide est renversée. En matière politique, c'est la base qui décide, ... Nous attendons le congrès. Le président Alpha Condé est le président du parti et le secrétaire général c'est Saloum Cissé, si le président n'est pas là, c'est Saloum qui assure l'intérim. On ne peut pas être arbitre et être joueur. Kassory s'il veut être président du parti, il n'a qu'à attendre le congrès. Si j'étais à la place de Kassory, je n'allais pas accepter, parce que là, je vous dis : ils l'ont piégé. Sinon réellement dans un parti, c'est la base qui décide, c'est toute une chaîne. Le comité de base remonte aux sous-sections, les sous-sections remontent aux sections, les sections au comité central, le comité central remonte au bureau national de la jeunesse, c'est ce qu'on appelle parti politique. Mais ils renversent carrément la pyramide.

Ils ne peuvent pas nous faire revenir en arrière. C'est ce qu'il faisait avant, c'est comme ça qu'on arnaquait le président, ça, c'est fini. Nous les jeunes d'aujourd'hui, on ne va pas l'accepter, on ne peut pas accepter qu'on

nous utilise comme des kleenex politiques, se nettoyer avec et mettre à la poubelle après. Trop c'est trop, la jeunesse consciente que nous sommes, nous disons, non ! Nous attendons le congrès, celui qui veut être président du parti, il n'a qu'à essayer de convaincre la base, s'il gagne le congrès, on est obligé de le soutenir mais à défaut on refuse.

Selon plusieurs informations qui circulent au sein de votre parti même, c'est une décision de votre président Alpha Condé. Vous allez dire non à votre champion Alpha Condé ?

C'est archi faut, le président n'a pas décidé ça, ils sont en train de nous arnaquer comme aujourd'hui le RPG n'est pas au pouvoir ce qu'il pouvait faire hier, il ne peut pas faire ça aujourd'hui. D'ailleurs, le président est malade, les gens-là doivent savoir que ce genre de tromperie ne marchera pas maintenant.

Hier (mercredi 9 mars 2022), une réunion a été organisée au domicile privé d'Ibrahima Kassory Fofana qui sera présenté ce jeudi, au siège national de votre parti à Ghéssia dans la Commune de Matoto. Allez-vous empêcher cette assemblée ?

Non ! Nous, nous sommes des jeunes responsables. Nous ne sommes pas là pour faire l'animosité entre nous. Nous allons continuer le combat en expliquant à la base que cette décision ne vient pas du président Alpha Condé.

S'il y a des preuves que c'est Alpha Condé qui a décidé ainsi, vous allez

accepter son choix ?

Si ça vient du président, il faut rappeler que nous ne sommes pas des esclaves, à un moment donné le leader doit écouter ses militants. Aujourd'hui c'est le leader qui doit écouter la base, la politique n'est pas une religion. Nous ne sommes pas là à accepter tout comme un béni oui ! Oui, C'est la base qui a fait le RPG ce qu'il est. Un bon leader c'est la base. Ce que les militants à la base va décider, les RPGistes vont marcher sur ça, ce n'est pas les cadres qui sont périmés qui ont arnaqué le RPG, utilisé les jeunes pour rien, aujourd'hui ils sont perdant, ils veulent nous faire perdre, ça ne marchera pas.

Alors pourquoi vous êtes contre Ibrahima Kassory Fofana, c'est un cadre périmé aussi comme vous le dites ce jeudi, matin ?

Nous ne sommes pas contre Don Kass. Don Kass est un cadre comme d'autres personnes que nous respectons. Nous lui demandons seulement de respecter les règles du parti RPG/Arc-en-ciel. S'il arrive à gagner lors du congrès, nous allons le soutenir si c'est Paul qui gagne, on le soutient aussi mais pourvu que la règle soit respectée. On n'acceptera pas la manipulation.

Dans la vie il faut respecter ta dignité, la cause du RPG est plus grande que notre vie, nous ne sommes pas là pour une personne, on ne peut pas nous acheter. S'ils veulent ils n'ont qu'à proposer des milliards, nous on a une idée, une vision. La corruption ne peut pas nous désorienter.

Transcrit par
Alpha Amadou Diallo



A propos de Nabaya

« Toute personne poursuivie devant la CRIEF viendra répondre ou on la fera venir » (Procureur)

Lors de sa conférence de presse organisée, mardi 15 mars, le procureur spécial près la Cour de répression des infractions économiques et financières (CRIEF), Aly Touré, s'est prononcé sur le « Nabayagate » notamment le cas de l'ancienne ministre, Zenab Nabaya Dramé, absente du pays.

« C'est vrai qu'on a ouvert l'information judiciaire contre madame Zenab Dramé, Tibou Kamara, Ismaël Dioubaté et Eveline Fola

Mansaré. Les trois derniers noms que j'ai cités sont actuellement en Guinée et ils ont été entendus devant la chambre d'instruction. La première n'est pas en Guinée. Il y a une convocation qui a été émise régulièrement à son adresse, qui a été signifiée à son domicile et signifiée à ses avocats qui sont actuellement en Guinée. La communication a été signifiée à ses avocats. La date de la comparution arri-

(Suite à la page 5)

Lisez le journal
numérique sur le site

KéfinaFasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Ibrahima Balaya Diallo

« Une transition, c'est la politique à court terme »

Dans un entretien accordé à nos confrères de FIM FM, le samedi 12 mars 2022, le président du Forum Civil Guinéen s'est exprimé sur la situation sociopolitique de la Guinée. Selon lui une frange de la société civile trouve inconcevable que le CNRD ne soit pas dans la dynamique d'appliquer un certain point de la charte. Pour Ibrahima Balaya Diallo, une transition n'est pas le moment de la refondation de l'Etat, ce n'est pas non plus un moment de réconciliation nationale. Lisez !



Bonjour M. Ibrahima Balaya Diallo ! Vous êtes le président du forum civil guinéen. Parlons de la charte de la transition Guinéenne qui depuis sa mise en place suscite plusieurs critiques mais aussi du point de vue inclusivité est très remise en cause. Quelle est votre lecture des points saillants ?

Je crois que quand nous avons pris connaissance de

la charte, on a parlé de l'inclusivité. Nous on a dit qu'on va revenir aux fondamentaux même d'une transition, c'est-à-dire tous les acteurs clés à savoir : les putschistes, le CNRD, la classe politiques et les acteurs sociaux vont se retrouver au tour d'une table et travailler, c'est ça en fait qui définit l'inclusivité dans une transition. Malheureusement, je crois que l'éphorie aidant, un certain nombre de

discours qui ont été biaisés, je crois que finalement on a eu tendance à laisser la charte de côté, ...aujourd'hui seul le CNRD, ce n'est même pas le gouvernement seul qui décide de la conduite de la transition ce qui n'est pas bon en soi.

L'inclusivité évolue comment selon vous pourrions-nous rectifier, aboutir à une rectification du cadre d'un processus amorcé ?

Ça découle d'une volonté, si Mamady Doumbouya dit : le CNRD, la classe politique, les acteurs sociaux se retrouvent aujourd'hui pour travailler sur un consensus parce que la transition c'est un moment de consensus, donc si on se met à table dans le cadre d'un travail ensemble, moi, je pense que ça ira. Malheureusement, aujourd'hui j'ai l'impression qu'il y a des voix qui, peut-être ne veulent pas aller dans ce sens-là, parce que, il ne faut pas perdre de vue qu'en Guinée il y a les Businessmans de la crise.

Ceux qui ne prospèrent que dans la crise. C'est quand il y a crise ils prospèrent, or en cette période de vache maigre, il va s'en dire qu'il y a beaucoup « d'hyènes » qui sont à côté... Et qui veulent se dorer la pullule. Donc tout ça, ce sont des choses dont il faut tenir en compte.

La mise en place d'un cadre législatif à savoir le CNT a été effectif aujourd'hui, je pense que la transition a avancé d'un pas ou bien ce n'est pas le cas ?

Oui, le CNT est un organe essentiel de la transition. Il a été mis en place, il s'apprête même à aller à l'intérieur pour faire une forme de consultation.

Qu'est-ce que cela va servir selon vous ?

Mais, ça ne sert à rien. Moi, je n'envoyai pas la nécessité. Après maintenant, on nous parle d'assise nationale. Je crois qu'il fallait s'arrêter au fondamentaux ; contrôler l'action du gouvernement et voter des lois.

Le CNRD recherche-t-il sur la naïveté sur la crédibilité pour pouvoir imposer son agenda ?

Il ne faut pas perdre de vue une chose cette transition, elle est verticale. Elle n'est pas horizontale, en tout

cas pour le moment. C'est-à-dire c'est le CNRD qui décide et que les autres sont dégoûtés, si c'est une transition inclusive elle doit être horizontale, c'est-à-dire il faut prendre en compte toutes les opinions. Et les opinions qui comptent ce sont des opinions de la société civile et les acteurs politiques ce sont eux aujourd'hui qui déterminent la nature et voir même influencer sur la réussite d'une transition, si ces acteurs-là sont éliminés ou bien on les combat, il va s'en dire que nous allons nous retrouver dans un problème ultérieurement.

Le CNT s'abreuve le droit aussi de procéder à un droit ou à un devoir, il compte aller vers une rectification, voir une refondation de l'Etat. Pensez-vous qu'une telle dynamique s'y prête ?

Je vais vous dire une chose, une transition n'est pas le moment de refondation de l'Etat, ce n'est même pas un moment de réconciliation nationale ou de lutter contre la corruption etc... Une transition c'est la politique à court terme, l'influence des institutions internationales.....

Transcrit par
Alpha Amadou Diallo

A propos de Nabaya

« Toute personne poursuivie devant la CRIEF viendra répondre ou on la fera venir » (Procureur)

vée, les avocats sont venus voir la chambre de l'instruction pour leur faire savoir que leur cliente n'est pas en Guinée et qu'elle serait convalescente. Ils ont donc sollicité un délai de la chambre de l'instruction pour leur accorder le temps pour que celle-là revienne en Guinée pour être entendue sur les faits qui lui sont reprochés. Nous sommes à ce stade. En tout état de cause, qu'elle vienne

ou qu'elle ne vienne pas, une procédure judiciaire est une procédure entière parce qu'elle concerne des personnes sur le territoire guinéen et des personnes qui sont en dehors du territoire », a souligné Aly Touré.

Pour lui, à ce niveau, « nous n'allons pas parler d'extradition parce que les avocats sont venus solliciter un délai pour permettre à cette dame de venir. La

chambre est en train d'observer ce délai. Mais je vais rappeler que les personnes qui sont poursuivies, si elles sont en dehors de la Guinée et qu'on sente un refus catégorique pour elles de rejoindre leur pays, nous avons des coopérations judiciaires bilatérales et multilatérales qu'on appelle l'entraide judiciaire internationale ».

Pour finir, « nous avons suffisamment ce mécanisme

qui nous permet d'avoir des gens dans notre pays qui sont poursuivis par les juridictions nationales. Dans ce cas, nous n'avons aucune inquiétude. Nous savons que toute personne poursuivie devant la CRIEF viendra répondre devant la CRIEF ou on la fera venir ».

guinee7.com



Bah Oury souhaite qu'avec la CRIEF

« Les choses se fassent dans le respect de la présomption d'innocence »

Après un long séjour à l'étranger, Bah Oury, président de l'Union des démocrates pour la renaissance de la Guinée (UDRG) a récemment regagné Conakry. Samedi 12 mars 2022, il a été reçu par ses militants au siège de sa formation politique à Kipé Dadya dans la commune de Ratoma. Dans son intervention, Bah Oury, a évoqué plusieurs sujets.

Évoquant le travail qui est en train de se faire à la Cour de répression des infractions économiques et financières (CRIEF), Bah Oury soutient que tout le monde est justiciable. Pour lui, « l'essentiel que les choses se fassent dans le respect du droit, dans le respect de la présomption d'innocence et que les choses se fassent avec beaucoup plus d'approfondissement pour ne pas créer des injustices alors que fondamentalement il faut rechercher les preuves avant d'appeler quelqu'un devant la barre. Le contexte est de telle qu'il faut aller dans le sens de la sérénité pour permettre à tout le monde de savoir que si vous dirigez un pays, surtout en ce qui nous concerne, si on est dirigeant aujourd'hui, demain on doit rendre compte de notre gestion. Donc, c'est extrêmement important que cela se fasse mais que cela se fasse dans les règles de l'art ».

De la récupération des biens de l'État par le patrimoine bâti public...

« Bon, vous savez la récupération des biens de l'État, on dit que le patrimoine public dans une large mesure est inaliénable et imprescriptible. Cela veut dire que l'État doit récupérer ses biens. La justice est en train de prendre en charge ces dossiers. Donc, laissons la justice faire son travail. Mais c'est que je dois dire également, en ce qui concerne la méthode qui permette de récupérer des biens, ce n'est pas parce que vous êtes dans le bon droit de le faire que vous pouvez le faire n'importe comment. Vous avez devant vous des hommes et des femmes qui ont agi et parlé au nom de la Guinée aussi bien qu'à l'intérieur qu'à l'étranger. Il faut faire preuve de retenue pour



ne pas faire une atteinte à leur réputation et à leur image parce que fondamentalement de ce point de vue c'est l'autorité de l'État qui risque dans une large mesure d'être entachée. Vous avez été responsable, agissez avec prudence avec les règles de l'art pour que le processus judiciaire, le processus de récupération se fasse sans que quiconque ne se sente humilié ou qu'il considère qu'il est visé directement ».

De la menace de reprise des manifestations de rue...

« Vous savez alors, lorsqu'on danse ensemble, de temps en temps l'un peut marcher sur les pieds de l'autre pour que l'autre se rend compte qu'il n'est pas seul sur la piste de danse. C'est la logique. Le CNRD n'a pas suffisamment fait preuve d'écoute, d'attention par rapport à certaines attentes de la classe politique guinéenne. Ça, c'était un rappel pour leur indiquer que la classe politique guinéenne désireuse de la concertation, disons d'être écoutée, d'être sollicitée, de partager d'idées et de trouver ensemble y

prendre le bon cap pour rassembler, écouter, partager les idées pour l'intérêt du pays tout entier. C'est ça qui est fondamental. Si on fait ça, on va affronter ensemble les difficultés, on aura les forces pour résister à certaines tentations qui peuvent venir de tous les côtés et le peuple de Guinée sera de ce point de mobiliser, rassembler pour accompagner le CNRD pour la réussite de la transition ».

Des concertations nationales en perspective...

« Vous savez, il faut nécessairement se concerter, il faut nécessairement échanger peu importe la manière mais il faut que ce soit des concertations constructives, efficaces et qui vont dans le sens de la résolution des problèmes qui concernent la Guinée. De ce point de vue il y a des assises nationales qui sont prévues dans quelques jours. Au niveau de l'UDRG nous estimons que c'est une bonne

chose que les Guinéens se rencontrent, que les Guinéens échantent, que les Guinéens s'écoutent que des idées puissent émerger. Il y a également de ce point de vue dans la semaine prochaine une rencontre des partis politiques avec le gouvernement particulièrement le ministre de l'Administration du territoire pour débroussailler les voies et moyens pour avoir le cadre de dialogue ou le cadre de concertation. Donc, je pense que les choses commencent à bouger. (...) ce qu'on demande le plus rapidement que le CNT fasse son travail. Son travail, que le CNT assume sa responsabilité de se concerter, délibéré pour indiquer la durée de la transition. Ceci est extrêmement urgent parce que, la communauté nationale attend cela, la communauté internationale attend ça. Il ne faut pas qu'il ait des difficultés supplémentaires pour qu'on commence à se poser encore des questions. Tous les faux problèmes il faut les évacuer le plus rapidement possible pour s'atteler à la mission essentielle qui est de faire en sorte que la transition réussisse et marche correctement ».

Bhoye Barry

Procès Mariama

Libanais renvoyé au 22 mars : le tribunal cherche interprète...

Le procès dans l'affaire de coups et blessures volontaires qui oppose Mariama Bobo Baldé au Libanais, Mouctar Djimi s'est ouvert, ce mardi 15 mars, au tribunal de première instance de mafanco, avant d'être renvoyé au 22 mars pour trouver un interprète arabe.

Appelé à la barre, le prévenu qui est accusé d'avoir percuté sur la moto la dame Mariama a fait savoir au tribunal qu'il ne comprend pas la langue française. Donc,

qu'il souhaiterait s'exprimer dans sa langue maternelle qui est l'arabe. Une demande qui a poussé le juge Mohamed Sangaré à renvoyer l'affaire afin de trouver un interprète arabe.

Un renvoi qui a mis la plaignante accompagnée de son époux dans tous ses états: « celui qui me harcelait en français, il y a trois semaines dit aujourd'hui qu'il ne comprend pas français. Et, le tribunal renvoie mon dossier pour le 22 mars pro-

chain. Cela fait trois semaines aujourd'hui que je souffre. Je souffre de douleurs de ne pas être à côté de mon époux comme il le faut. Je souffre de douleur de ne pas être avec mes enfants. Vu que j'ai attendu tout ce temps durant ces trois semaines je n'ai pas eu de bons soins ici, je vais aller ailleurs me soigner. Et, je reviendrai quand je serais rétablie », a déclaré en larmes Mariama Baldé, mère de trois enfants.

Elisa Camara

N'zérékoré

Opéré dans une clinique clandestine, le patient meurt, le soi-disant médecin détale

C'est dans une clinique clandestine, située dans le quartier N'yen Réfugié, qu'Alpha Ibrahima Diallo né en 1988, marié et père de deux enfants a trouvé la mort hier lundi aux environs de 20 heures 30mn, selon nos informations.

La clinique clandestine appartiendrait à un certain Camara qui est aujourd'hui en fuite. Cette mort a suscité ce mardi la colère des habitants de ce quartier qui se sont réunis pour s'attaquer à cette clinique, mais ils ont été sensibilisés par les responsables du quartier. Sous le choc, un ami de la victime, Abdoulaye Barry, est revenu sur les circonstances de ce drame.

« Je parlais hier nuit en

ville, j'ai vu mes amis arrêtés devant la clinique. C'est là-bas ils m'ont dit que c'est notre ami Alpha Ibrahima Diallo qui est mort lors de l'intervention chirurgicale. Je ne connais pas sa famille, nous avons fait toute la nuit pour retrouver sa famille mais impossible. C'est vers 23 heures que j'ai pu informer un des représentants de la communauté. Ce dernier nous a dit de laisser le corps dans la clinique jusqu'au petit matin. Lorsque nous sommes venus le matin, on n'a pas trouvé le corps en place. Et nous avons demandé à l'une des travailleuses de la clinique où se trouvait le corps, elle nous a informés que le corps se trouve au quartier Boma. C'est comme ça nous sommes allés là-bas. Mais

nous n'avons pas vu le corps là-bas. C'est au retour, que le président de l'Union syndicale des taxis motos nous a informés que le corps se trouve au domicile du jeune frère du présumé assassin. Je suis vraiment déçu de l'acte du médecin traitant. Il a mal fait l'intervention », explique Abdoulaye Barry. Ibrahima Diallo, la victime, souffrait des maux de ventre depuis un peu longtemps. Le corps se trouve actuellement à la morgue de l'hôpital régional de N'zérékoré. Selon les autorités locales, les enquêtes sont en cours pour situer les responsabilités de cet autre décès qui relance le débat sur l'existence des cliniques clandestines dans le pays.

Mediaguinee.com

Cherté des prix sur le marché

Baadiko explique la situation par la forte demande

La cherté des prix des denrées de premières nécessité en Guinée continue d'alimenter les débats dans la cité.



Interpellé sur la question lors d'un entretien accordé à la rédaction de mosaiqueguinee.com, ce mardi 15 mars 2022, Bah Baadiko pointe du doigt la

situation du Mali voisin.

« Nous sommes interpellés par la cherté des prix sur le marché puisqu'on a des problèmes internes, et maintenant nous avons un impact sérieux de la situation à l'extérieur de nos frontières, d'abord la situation au Mali, son embargo qui pèse durement sur nous, puisque nous partageons à deux les mêmes marchandises, donc forcément c'est la très forte demande qui tire les prix vers la hausse », a-t-il lancé.

Par ailleurs, Bah Badiko

souligne le fait que la Guinée dépend énormément de l'importation.

« Également nous avons l'impact dramatique de la guerre que mène les européens entre eux. Donc c'est soit des exportations de bauxite et alumine où autre, pour des importations massive de blé de nourriture de toute sorte et voilà. Cette situation que nous avons toujours dénoncé. La Guinée est un pays pratiquement néo colonial, qui produit ce qu'il ne consomme pas et qui consomme ce qu'il ne produit pas, donc la moindre chose à l'extérieur est durement ressentie », a-t-il lancé.

Mosaiqueguinee.com

Aboubacar Soumah n'exclut pas une alliance avec le RPG

« Nous n'avons pas de partis ennemis en Guinée »

Dans la journée du lundi 14 mars, l'ancien Premier ministre Kassory Fofana a reçu, à son domicile, des ressortissants de la Basse Guinée, dont Aboubacar Soumah du parti Guinée pour le développement et l'équilibre (GDE), après sa désignation à la tête du RPG Arc en Ciel.



Le président du parti Guinée pour le développement et l'équilibre (GDE) assure que sa visite chez l'ancien Premier ministre n'a rien de communautaire.

« Ma présence chez un grand frère qui a eu un honneur, a quoi de communautaire ? Vous n'avez pas vu la visite de la femme de Dalein et d'autres personnes qui ne sont pas de la Basse Guinée ou soussous là-bas ? Pourquoi ces visites n'ont pas été qualifiées de communautaristes ? », se demande Aboubacar Soumah dans Mirador.

Selon lui, « la Basse Guinée n'est pas communautariste. C'est ici que vous trouvez un Kaba, un Diallo et Sovogui. La Basse Guinée est le soubassement, la fondation et le sommet de la Guinée. Ici, il n'y a pas un problème d'ethnies comme cela se constate ailleurs ».

« J'ai été là-bas en tant que jeune frère. J'étais en mission de la CEDEAO hors du pays. J'ai appris que mon frère, mon ami Dr Ibrahima Kassory Fofana a eu l'hon-

neur de ses camarades du parti RPG Arc-en-ciel pour le porter comme président provisoire du parti. Je suis en obligation d'aller lui dire : 'félicitations, tu as notre soutien et on t'accorde tout le respect que cela nécessite'. Mais soutenir Kassory ne veut pas dire soutenir le RPG Arc-en-ciel », ajoute-t-il.

Pour ce qui d'une éventuelle collaboration entre son parti et le RPG Arc en Ciel, le président de GDE précise que « lorsqu'il sera question d'avoir une alliance entre le RPG Arc-en-ciel et notre parti, les deux formations politiques discuteront. Lorsque leurs intérêts politiques se retrouveront dans le jeu politique, alors on acceptera », indique M. Soumah.

« Nous n'avons pas de partis ennemis en Guinée. Nous avons créé notre parti pour conquérir le pouvoir. Alors tout parti créé par des frères guinéens, lorsque nos intérêts seront dans une alliance, qu'elle soit électorale, locale ou nationale, nous serons avec ce parti », conclut-t-il.

VisionGuinee. Info

Guinée

Mamadou Sylla demande au CNRD de prendre au sérieux les politiciens pour éviter des manifs de rue

Le président de l'Union démocratique de Guinée (UDG) souhaite que le dialogue tant souhaité par la classe politique soit différent des discussions menées sous le règne d'Alpha Condé. Mamadou Sylla exhorte le Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) à prendre au sérieux la classe politique.



"La classe politique a élaboré combien de mémos ?", s'interroge-t-il, précisant que "rien n'a été pris en compte. Nous avons fait des propositions dans ces mémos sur la conduite de la transition, mais le CNRD n'a pas pris ça en compte".

L'homme d'affaires affirme que "si aujourd'hui, on nous fait appel de façon formelle pour dialoguer, c'est ce que nous avons toujours demandé aux nouvelles autorités. Si le dialogue se déroule comme ça se doit, ce sera dans l'intérêt de tout le monde".

Dans « On refait le monde », l'ancien chef de file de l'opposition souligne que la classe politique a à moultes reprises appelé au dialogue avec le CNRD.

"Si on dialogue, je suis sûr qu'on va trouver la solution. Si on ne dialogue, la loi nous autorise à organiser des manifestations. C'est au CNRD de nous prendre au sérieux, sinon nous allons nous faire entendre dans la rue", prévient-il d'un ton ferme.

Aissatou DIALLO

Tribune

Le CNRD à l'épreuve de l'exercice du Pouvoir

(1ère partie)

L'exercice du pouvoir lorsqu'on y accède, quelle que soit la voie ou la forme par laquelle on y arrive, est loin d'être une partie de plaisir, faite exclusivement de délices et d'honneurs.

Il est aussi et à la fois une véritable sinécure, une course d'obstacles comportant de nombreuses épines et embûches à surmonter au quotidien que l'on était loin d'imaginer au moment de la prise du pouvoir.

Ces aspects difficiles occultés au début par l'euphorie qui accompagne généralement une alternance au sommet de l'état, même lorsque celle-ci survient de manière brutale ou brusque (coup de force), donne souvent la fausse impression d'une totale symbiose avec les populations et d'une forte adhésion de celles-ci aux nouvelles autorités.

A l'évidence le CNRD, après l'euphorie du temps de grâce des premiers moments, fait désormais face à la réalité du pouvoir avec ces défis politiques, économiques, sociaux divers et variés.

Aujourd'hui, les difficultés et défis jusqu'alors contenus explosent dans toute leur acuité.

Cette situation, comme on le constate présentement, rend difficile et complexe la gestion de la transition.

Et depuis le déclenchement de l'opération de récupération du patrimoine bâti et non bâti de l'état et des poursuites judiciaires à l'encontre d'anciens gestionnaires par le CNRD, la tâche est devenue davantage ardue.

Les actions annoncées et conduites dans ce cadre ont ravivé et exacerbé les tensions politiques et sociales, en donnant le sentiment à plus d'un que la conduite de la transition est devenue compliquée et serait même au bord du péril.

Et que la transition, que



le CNRD souhaite inclusive et apaisée, si elle n'a pas encore pris du plomb dans les jambes commencerait à tanguer sur une mer en agitation.

Des houles et des vagues surgissent à l'horizon que l'on cesse de scruter pour ne point être surpris par l'apparition soudaine d'obstacles imprévus dans un pays où les régimes politiques précédents ont mis en mal l'aspiration populaire au bien-être économique et social, hypothéqué un rêve devenu inaccessible pour la majorité des Guinéens.

Par ailleurs le fait que ces mesures de récupération aient touché certains barons déchus et dignitaires d'anciens régimes, qui nourrissent encore de forte ambition à revenir au pouvoir, prouve la détermination du CNRD à faire table rase des mauvaises pratiques du passé même si l'opération peut paraître risquée, politiquement compliquée.

En effet, les concernés trouvent ces actions orientées, arbitraires, inopportunes et seraient de nature à porter atteinte à la paix sociale.

En dépit de ces protestations et velléités de recourir à leurs militants si toutefois leur droit de « propriété consacrée par des textes légaux » venaient à être remise en cause, le CNRD est resté serein dans la forme et dans le fond en réaffirmant sa ferme détermination à aller jusqu'au bout de son engagement, tout en rappelant

avec force qu'aucun désordre ne sera toléré.

La volonté du CNRD de récupérer la totalité des biens spoliés de l'état a suscité de nombreuses réactions et interprétations politiques souvent malsaines, partisans et négatives.

Ainsi, certains ont prétendu que ces opérations viseraient somme toute à écarter quelques leaders de la prochaine présidentielle en raison de leur poids politique incontestable.

Surtout que, parallèlement à la poursuite des actions de récupération des biens de l'état, la CRIEF, récemment mise en place, a aussi fait une entrée remarquée en engageant des procédures à l'encontre de nombreux hauts cadres soupçonnés de détournement et de corruption au moment où ils avaient en charge la gestion des deniers publics.

Pourtant, ces actions qui s'inscrivent dans le cadre de la moralisation de la vie publique et qui ont eu dans l'ensemble un écho favorable auprès des populations méritent d'être soutenues par tous les patriotes.

Il est important de retenir que ces actions du CNRD visent à lutter contre les fléaux qui ont pour noms le vol, le détournement, la corruption, le blanchiment qui étaient malheureusement devenus l'ADN de la haute administration afin d'imprimer une nouvelle gouvernance plus vertueuse au sein des administrations et favoriser le bien être des populations Guinéennes qui demeurent l'aspiration et l'objectif politique ultime que poursuit le CNRD.

À suivre !

(Par Djigui Camara, ancien ministre de la coopération internationale)

Transition en Guinée

Le club des métis déplore « une atmosphère de méfiance et même de défiance »

Face à la presse ce mardi 15 mars 2022, le Club des Métis pour la Paix et le Développement (CMPD), une organisation apolitique, à but non lucratif et d'utilité publique, a exprimé ses inquiétudes sur la situation sociale et politique depuis la prise du pouvoir pour la 3ème fois en Guinée par l'armée.

Dans une déclaration publiée ce jour, le Club des métis pour la paix et le Développement, note que malgré la forte adhésion des populations, ainsi que de la majorité des acteurs publics aux actions de moralisation de la gestion publique annoncées à la prise du pouvoir par les autorités de la transition, des interrogations et préoccupations demeurent aujourd'hui sur certains aspects de la conduite de la transition.

«Ainsi, le Club des métis pour la paix et le Développement constate une atmosphère de méfiance et même de défiance autour des questions de chronogramme, de durée de la transition, de manque de dialogue entre la classe politique et les décideurs de nature à ne pas rassurer l'opinion. Cette situation fait grimper malheureusement la température à travers des discours qui incitent et préparent les parties prenantes à un éventuel conflit dont le cycle évolutif pourrait impacter le peuple de Guinée qui a pourtant soif de renouveau. Une grande inquiétude reste largement partagée par les citoyens épris de paix et de justice et dont le silence pourrait être assimilé à une complicité passive préjudiciable à la quiétude sociale », a regretté cette organisation citoyenne.

Toutefois, le Club des métis pour la paix et le Développement qui se dit soucieux de la réussite de cette étape transitoire de la Guinée, invite tous les acteurs de la vie socio-politique actuelle à :

- La poursuite d'un dialogue structuré et efficace,
- l'élaboration du chronogramme de la transition ainsi que la définition de sa durée, le respect de la loi par la puissance publique, le renforcement de la protection civile et de la sécurité des personnes et leurs biens,
- la prise en compte des couches vulnérables à travers une attention particulière portée sur elles afin d'alléger le poids de leurs souffrances.

Al Hassan Djigué

Dr Ibrahima Sory

« Il faut créer une cour de répression des crimes de sang au lieu de parler des assises »

Les assises nationales annoncées par le président de la transition seront ouvertes le 22 mars 2022 sur tout le territoire national et dans les ambassades guinéennes à l'Étranger. Mais depuis quelques jours, ils sont nombreux ces acteurs politiques qui dénoncent l'inopportunité des celles-ci.

«Je ne vois pas la pertinence de ces assises. On ne sait pas pourquoi ces assises, les termes de référence ne sont pas définis. Cela veut dire que nous on s'intéresse à ce qui nous préoccupe actuellement. C'est le

cadre du dialogue politique permanent», a d'abord précisé d'entrée Dr Ibrahima Sory Diallo le président du parti ADC-BOC.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé ce mardi 15 mars 2022, cet ancien député préconise la création d'une cour de répression des crimes de sang en lieu et place des assises nationales.

«Les assises, c'est une justice transitionnelle. On va faire cette justice transitionnelle entre qui et qui ? Il y a trop de flou là-dedans parce qu'on n'est pas sorti d'une

guerre. Si on demandait mon avis personnel, il y a eu des exactions commises lors des manifestations qui ont lieu dans ce pays. Il faut alors créer une cour de répression des crimes de sang au lieu de parler des assises. Pour moi, les assises seront répondues là, favorablement», a-t-il proposé.

À rappeler que les assises nationales voulues par le CNRD et son président le Colonel Mamadi Doumbouya sont dénom-

Une Barbie « chimio » pour les enfants victimes du cancer

La firme Mattel vient d'annoncer la diffusion à grande échelle d'Ella, une Barbie sans cheveux, pour soutenir les enfants qui se battent contre le cancer.

De grands yeux bruns, un large sourire, une taille de guêpe, un maquillage impeccable... Ella est une **Barbie** (presque) comme les autres. Sauf que, contrairement à Barbie-princesse et Barbie-vétérinaire, Ella n'a pas de cheveux.

Destinée aux petites filles (et aux petits garçons) qui souffrent du cancer, Ella est une Barbie « chimio ». Et si elle n'a pas une **chevelure de rêve**, la poupée est tout de même vendue avec son lot d'accessoires : des robes de princesse, bien sûr, mais aussi des perruques, des foulards et des serre-tête.

A l'origine de cette poupée un peu particulière, il y

a une petite fille américaine : Grace, 4 ans. La petite fille est atteinte d'une **leucémie** aiguë lymphoblastique, c'est-à-dire que les cellules sanguines de sa **moelle osseuse** ont été remplacées par des cellules cancéreuses. Ce type de leucémie connaît un taux de rémission de près de 90% mais reste assez rare.

Une Barbie pour surmonter la chimio

Pour l'aider à **surmonter une chimiothérapie** de près de 18 mois, sa mère demande à la firme californienne Mattel de lui envoyer le prototype d'une Barbie spéciale chimiothérapie qui avait été inventée en 2011. « Quand on l'a reçue, on a trouvé qu'elle était aussi jolie qu'une vraie Barbie, raconte sa mère. Il lui manquait juste les cheveux. Je pense que Grace a pu surmonter cette épreuve plus facilement grâce à Ella. »

La maman de Grace lance alors une pétition pour que Mattel produise davantage de Barbie « chimio ». Le succès est immédiat : en trois mois, elle recueille 100 000 signatures et Mattel accepte alors de reproduire Ella à plus grande échelle. Dès le mois d'août 2014, les enfants pourront donc retrouver cette poupée un peu particulière dans la plupart des hôpitaux américains. L'innovation ne devrait pas tarder à arriver en Europe...

In top santé



mées « journées de vérité et de pardon ».

Mamadou Sagnane

L'indépendant
L'information
en toute
indépendance

Opinion

Est-ce le colonel Mamadi Doumbouya fera-t-il une transition comme celle de Jerry John Rawlings du Ghana ?

Le petit matin du 05 septembre 2021, les citoyens de la commune présidentielle (Kaloum) ont été réveillés par les tirs des armes à feu provenant du palais présidentiel. Quelques heures plus tard, les forces spéciales ont revendiqués l'arrestation du président de la République et appellent les autres corps de l'armée à s'aligner. Ce changement brusque a été caractérisé par la violence faisant plusieurs morts et blessés au sein de la garde présidentielle et aux forces spéciales. Institutionnellement, le gouvernement d'alors dirigé par Monsieur Kasory Fofana a été dissout ainsi que les institutions républicaines du pays. Ce groupement de force spécial créé par le président déchu, est constitué par les meilleurs des différentes unités du pays et ont suivi des formations spécialisées et approfondies notamment dans le terrorisme.

Cet événement a été justifié par ces initiateurs par le contexte sociopolitique du pays. Chose qui était visible dans le quotidien des Guinéens. Nous constatons souvent dans les derrières heures du régime CONDE, le consensus était souvent préféré aux normes juridiques mais aussi à la personnalisation du pouvoir jusqu'à certains se croyaient intouchables. Le problème porte également sur la défaillance du système de gouvernance corrompue, de manque de responsabilité et de décennies de médiocrité dans la prestation de services publics. Ce qui a plongé le pays dans une corruption généralisée à tous les niveaux du secteur public et privé. Il est difficile d'avoir une stabilité socioéconomique sans des institutions fortes accompagnées par le respect et son application des lois en vigueur qui assurent les citoyens. Le coup d'Etat se caractérise par un moment de rupture à l'ordre constitutionnel. La transition politique issue d'un bouleversement de l'Etat par des armes s'inscrit dans trois aspects. Le premier aspect découle de la

libération du régime dit autoritaire en place avec la pression interne (opposition politique, société civile) et externe (conditionnalité économiques et politiques). Cette phase permet au leader politique en place de conserver leur pouvoir. Le deuxième aspect porte sur la transition elle-même, notamment intermédiaire entre l'ancien régime considéré caduque et un nouveau régime à élaborer. Cette période circonscrite dans le temps, sont élaborés les traits du nouveau régime constitutionnel et politique (nouvelle constitution et l'élection de nouveaux dirigeants dans les élections pluralistes et accepté par tous. Enfin, le troisième aspect s'articule autour de la consolidation de ce nouveau régime. Il convient de s'intéresser davantage au renforcement des institutions et au respect de l'état de droit, de l'unité nationale, ...

Pour la réussite de cette transition, il faut qu'il ait un compromis entre les parties prenantes sans exception ni trafic d'influence. Il est temps maintenant d'inculquer l'esprit patriotique et sens de l'administration en nous, à chaque fois qu'un décideur souhaiterait prendre une décision qui concerne la nation doit penser aux conséquences de ladite décision dans le futur. Ceci nous aidera à résoudre partiellement les problèmes liés à notre système de gouvernance. Dans les analyses de Michael BRATTON et Nicolas VAN DE WALLE «*la clé des transitions vers la démocratie est la capacité des participants à parvenir à des accords arbitrés qui donnent à chacun au moins une partie de ce qu'il voulait*»[1].

Après la dissolution des institutions républicaines, le pays s'est retrouvé en phase de transition dirigé par un certain colonel Mamady Doumbouya, jusqu'ici le patron des forces spéciales, qui a été connu par le grand public qu'au 02 octobre 2018 lors des cérémonies de la fête d'indépendance. Pour certains, ce coup d'Etat est

venu au bon moment, selon une étude réalisée entre 13 et 16 septembre 2021 par l'Association Guinéenne de Sciences Politiques soit 63,65 % des enquêtés. Ceux-ci font le lien entre le maintien au pouvoir par Monsieur CONDE et le coup d'Etat. Justifié cet événement en absence de l'alternance politique, c'est mal connaître la sphère sociopolitique de la République de Guinée. Les acteurs de cet événement font partie parmi des personnes qui ont accompagnées Monsieur Alpha CONDE à la conquête et au maintien de son régime malgré les multiples contestations qui a coûté la vie à certains guinéens et guinéens. L'exemple en est que le nom de Monsieur Mamady DOUMBOUYA (actuel homme fort de Conakry) existait sur la liste transmise à la cour pénale internationale par le FNDC. Pour d'autres, c'est une trahison de la part des forces spéciales et leur patron à l'égard de l'ex locataire du palais Sékoutouréya. Partant du constat selon dans lequel, l'autonomie administrative et financière dont bénéficiaient cette force spéciale, rares étaient des Guinéens qui s'attendaient un tel événement venant d'eux surtout l'humiliation qu'ils ont fait subir le Président CONDE lors de son arrestation.

Dans le passé, la gouvernance ou la transition menée par des hommes en uniformes à la tête du pays de général Lansana CONTE en passant par le capitaine Moussa Dadis CAMARA jusqu'au général Sékou KONATE leurs gestions catastrophiques n'échappent à personne notamment celle du Président CONTE qui a succédé directement au Président Ahmed Sékou TOURE à sa mort. A chaque fois que les hommes en uniformes accèdent au pouvoir que soit par un coup d'Etat avec ou sans effusion du sang, le peuple leur soutien dès les premières heures. Mais au fil du temps, ces hommes ne font que trans-



former nos espoirs en désespoirs comme le cas de Dadis CAMARA. Nous savons tous que le régime militaire n'a jamais apporté une solution aux problèmes liés à des principes démocratiques comme cela a été le cas dans les pays comme le Ghana avec Jerry John RAWLINGS ou du Mali avec Amadou Toumani TOURE pour ne citer que ceux-là. Le peuple de Guinée reste optimiste pour voir si toutefois, l'ancien légionnaire de la France fera exception en organisant des élections libres, transparentes dont les résultats seront acceptés de tous et, partir dans l'honneur sans vider les caisses de l'Etat comme le général Sékouba KONATE a fait. Malgré la complexité de la tâche à exécuter dans ce contexte d'exception, nous vous invitons au respect de vos engagements envers le peuple qui a tant souffert. «*C'est assez compliqué, quand les coups de force sont perpétrés, d'avoir un gouvernement de l'avis de tout le monde. Il faut composer avec les militaires mais aussi avec les civils, les acteurs politiques, les acteurs sociaux...*», note l'analyste politique Kabinet FOFANA au micro de la Rfi. Mais en n'aucun contexte, cela peut-être une excuse de nommer les personnes pour se faire plaisir des uns aux

autres.

Le 05 septembre dernier, l'armée guinéenne à travers la force spéciale a manifesté son désir de servir ses compatriotes par la force, qui leur a donné le contrôle intégral du pays. Félicitations à vous Mesdames, Messieurs ! Au moment où certains sont tentés par la résignation, cette volonté d'ouvrir pour le bien de tous, est une bonne nouvelle. Respecter le peuple et les lois du pays fera de vous des grandes personnalités pour l'humanité tout entière. Car, l'enseignement moral et civique a été ancré en nous dès notre premier jour à l'école. Il est indispensable de mettre la société publique sur les règles juridiques issues d'un compromis (principes démocratiques) et destinées à instaurer de manière permanente et stable notre pays dans le registre des grandes nations démocratiques à travers le monde. Cela ne saurait possible que si seulement tous les fils et toutes les filles s'inscrivent dans ce sens.

A la fin de cette transition, il conviendrait de transformer la démocratie électorale en une démocratie de développement. Sur ce passage, les débats doivent se baser davantage sur les mécanismes

(Suite à la page 11)

Tribune

Au moment où la carte du monde se redessine, l'Afrique se doit un destin plus ambitieux

Longtemps sous la dépendance et le tutorat des autres puissants du monde, les Etats africains, notamment ceux subsahariens, restent toujours en retard par rapport aux aspirations de leurs peuples. La faille culturelle reste exploitée à outrance par la domination extérieure.

En effet, l'aliénation culturelle de nos peuples, rend vulnérable l'éducation de masse, qui implique l'instruction civique, la morale et la déontologie. Ainsi, les travaux sacro-saints pour l'édification de nos Nations trouvent peu de crédit, dans leurs exécutions à la gloire des peuples.

Être à l'avant-garde de l'unification des luttes.

Les luttes sont d'abord internes aux pays ; chacun avec son substrat et ses priorités dans le développement de ses ambitions ; ainsi que les capacités de transformation de sa société et son économie.

Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), catalysant le processus de transformation, à travers une diversification accélérée et irréversible de la création de la richesse virtuelle, ressortent le danger de la non préparation de nos populations, à la limite dans l'obscurantisme, eu égard au taux d'analphabétisme moderne.

Unifier les luttes, c'est d'abord unifier les peuples eux-mêmes. C'est harmoniser en effet leur niveau d'éducation et d'information. Inverser la courbe de l'analphabétisme moderne et mettre en synergie les travaux nécessaires à l'édification de la Nation pour l'émergence.

Réhabiliter les pionniers ; assumer notre histoire et nous projeter. Car ceux qui se sont battus pour l'indépendance de l'Afrique ont su jouer leur partition dans la marche infinie et glorieuse de nos peuples.

Reconnaître leur grandeur ; assumer leurs parcours communs et se projeter dans l'unité est une nécessité pressante qui sonne aux portes de l'Afrique.

La révolution culturelle africaine est le portail des œuvres pour la postérité.

L'investissement dans l'identité africaine face au



modernisme dans son ensemble, et aux technologies numériques en particulier, est le moteur du développement social dont nous aspirons. Les peuples qui se réveillent à travers leurs intellectuels et pédagogues, pour la sensibilisation en faveur d'une renaissance des consciences, se portent garants d'un avenir plus ambitieux.

Ce digne destin de l'Afrique est une vision futuriste du devenir. Un génie empreint du saut de la projection. Une dimension élevée de la technologie culturelle, portée avec lucidité dans la conduite des projets viables de nos Nations.

Le cas de la Guinée.

La Transition guinéenne offre une bouffée d'air à la dextérité, face à la montée de l'adrénaline du déni, de la vendetta et de l'impertinence, quelquefois à dessein. L'éveil des consciences qui adviendra pendant ce temps imparti, redéfinira les priorités et les estimes du peuple ; l'élite aux premières loges.

Pendant ces temps de redéfinition des intérêts majeurs liés à l'avenir du monde, la Guinée est appelée à une profonde réflexion sur son futur, pas moins, naturellement sur son présent, pour limiter le gâchis diplomatique et social et prévenir la crise économique, déjà latente.

Les politiques de la Tran-

sition pour moraliser la vie publique guinéenne, qui se trouve dans une culture de la violence, de la haine et du mépris, se doivent exigeantes, aussi fortes par leurs impacts et durables par leurs légitimités. Car la normalité socio-politique doit renaître et se vivre pleinement.

La question économique a pris le chemin que les

évaluateurs mondiaux ont apprécié, pour encourager la création des instruments de création de richesse, afin de réduire la pauvreté ; qui est nettement passée de 57 à près de 40 % cette dernière décennie.

Le cap de 15 à moins 20 % de réduction de la pauvreté doit être maintenu, sinon dépassé ; pour faire de cette lutte, malgré les défis des crises économiques mondiales et des aléas socio-politiques internes, une priorité absolue.

Le gouvernement de la Transition doit impérativement veiller au maintien de ce cap. Il doit sans faux-fuyant, s'atteler à faire mieux ; car la projection est la meilleure arme de gouvernance dont dispose un pouvoir.

Ainsi, les ambitions de développement durable de la Guinée doivent être repensées, redynamisées et

priorisées. Elles permettront d'éviter le trou noir, qui aura à se positionner entre la Transition et la prochaine gouvernance civile.

L'urgence de la pensée d'une Afrique plus indépendante ; aux peuples économiquement plus riches et aux programmes de développement plus compétitifs, est une évidence.

L'Afrique reste encore vulnérable mais confiante, face à son destin, en ces moments cruciaux de mutations des programmes de développement économiques et humains dans le monde.

Une révolution culturelle et scientifique garantirait à court terme, l'éducation citoyenne et la culture du travail de masse, pour faire jaillir la lumière dans nos énergies.

Je vous salue.

Mohamed Lamine KEITA
Écrivain/Poète

Opinion

Est-ce le colonel Mamadi Doumbouya fera-t-il une transition comme celle de Jerry John Rawlings du Ghana ?

par lesquels le pouvoir est exercé particulièrement la mise en place de réels contre-pouvoir loin des partis politiques communautaires. Les élites guinéennes y compris les cadres de la diaspora devraient œuvrer dans ce sens. Cela conduira notre pays vers un fonctionnement plus démocratique. Il faudra en ce moment de bien veiller sur le pouvoir législatif et le judiciaire et s'assurer la non-ingérence du pouvoir central (exécutif) dans les décisions de justice, mais aussi de s'assurer de la présence des mécanismes par lesquels le pouvoir exécutif peut-être contraint (le président de la République et les membres de son gouvernement). Selon Winston Churchill, «on a pu dire qu'elle était la pire de

gouvernement qui ont été essayées au fil du temps». C'est justement parce qu'elle est (démocratie) sans cesse à parfaire qu'elle appelle toujours les citoyens à se rassembler pour construire et répondre aux défis du temps présent. La consolidation de la démocratie et un Etat de droit représente un défi majeur pour la République de Guinée qui demande la participation de tous. L'accès au pouvoir par les armes à feu est inacceptable et condamnable mais il est nécessaire parfois, parce qu'il permettra de redonner l'espoir perdu aux citoyens à seule condition qu'elle soit une transition réussie. Le succès de cette transition résulte la liaison entre le respect et la mise en œuvre de

grande principes sans lesquels on ne peut avoir de démocratie ainsi que des institutions fortes et durables. Lorsqu'on parle de démocratie, il le faut aussi penser à la construction de l'Etat, de ce point de vue, montre des signes d'impuissance et cela devrait préoccuper tous les Guinéens autant que la question de la démocratie participative. On ne peut en dissocier à celle du succès économique et social des sociétés, de la question de la sécurité et du renforcement du rôle protecteur de l'Etat. Un pays est en paix parce qu'il y a une croissance économique qui oc-

(Suite à la page 4)

Santé... Santé... Santé...

Sida : Un premier patient a reçu une dose du vaccin à ARN messenger contre le VIH

Le vaccin à ARN messenger contre le VIH, développé par le laboratoire Moderna, vient d'être injecté à un premier patient. Un espoir après 40 ans de recherches infructueuses sur un vaccin qui pourrait aider à éradiquer le virus.



Après le succès de son vaccin à ARN messenger contre le Covid-19, le laboratoire Moderna espère continuer dans la même lancée avec un **nouveau vaccin révolutionnaire contre le VIH**, qui utiliserait également la technique de l'ARN messenger. Les essais cliniques ont commencé, et un premier patient a reçu une première dose du vaccin, a annoncé la société.

En 2021, des essais sur des animaux avaient été réalisés dans un premier temps, et avaient dévoilé des premiers résultats prometteurs. Le risque de contracter le VIH serait en effet **descendu de 79% chez sept macaques ayant reçu le vaccin à ARN messenger** contre le VIH. Il avait avant cela été attribué à des souris. Certains effets secondaires avaient alors été observés, comme une perte d'appétit, mais seulement de manière temporaire.

Retarder la transmission du virus

Pendant un an, les macaques ont reçu plusieurs doses, jusqu'à ce que des anticorps soient détectables à la 58ème semaine, note l'étude. A partir de la 60ème semaine, ils se sont vu administrer le virus adapté à leur espèce (ils ne peuvent pas être infectés par la ver-

sion humaine) par la muqueuse rectale. Treize semaines plus tard, les chercheurs se sont aperçus que seuls deux macaques ne l'avaient pas du tout contracté. Les cinq autres l'avaient mais **ont mis nettement plus de temps à développer la maladie que ceux qui avaient été contaminés sans vaccin : 8 semaines, contre 3 semaines ordinairement.**

Il reste des améliorations à faire, notamment parce que les multiples injections sont compliquées à mettre en place pour un vaccin chez l'humain.

D'autre part, **les taux d'anticorps n'étaient pas très hauts**, observent les chercheurs. Mais cette première version donne tout de même de l'espoir car elle « a un impact significatif sur la transmission virale ».

Un vaccin potentiellement révolutionnaire

Il n'existe actuellement aucun vaccin contre le VIH, et même si des traitements existent pour contrôler le virus et empêcher une personne infectée de développer le Sida, il n'existe pas de remède contre l'infection elle-même. En cas de succès, un vaccin contre le VIH constituerait un virage

énorme dans la lutte contre le virus.

Ce vaccin ne sera probablement pas disponible avant une dizaine d'années, selon Moderna. Le VIH est un virus très différent du Sars-CoV-2. Et pour cause : « Il a pour particularité d'intégrer son matériel génétique dans le chromosome des cellules qu'il infecte », indiquait Jean-Christophe Paillart, directeur de recherche au CNRS, à *Numerama*. En conséquence, il est plus difficile à cibler puisqu'il se transmet d'une cellule à une autre et qu'il peut rester en dormance dans la cellule infectée et se réactiver à tout moment.

La phase 1 de l'essai clinique inclut un échantillon de 56 personnes, âgées de 18 à 50 ans, non-infectées par le VIH et en bonne santé. Elle devrait **s'achever à la mi-2023.**

Sources :

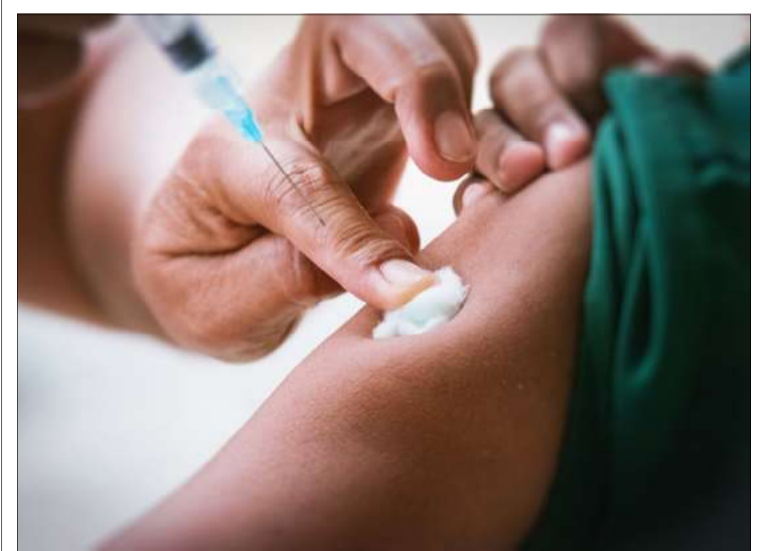
« *A Phase 1 Study to Evaluate the Safety and Immunogenicity of eOD-GT8 60mer mRNA Vaccine (mRNA-1644) and Core-g28v2 60mer mRNA Vaccine (mRNA-1644v2-Core)* », *Clinical Trials*, août 2021
L'ARN messenger peut-il servir à développer un vaccin contre le VIH, *Numerama*, 4 juillet 2021

L'indépendant
L'information en toute indépendance

Lisez le journal numérique sur le site
Kéfinafasso
www.kefinafasso.com
Votre site indépendant d'information tous azimuts

VIH : que sait-on du vaccin à ARN de Moderna ?

Le laboratoire américain Moderna vient de lancer un essai clinique pour tester un potentiel vaccin à ARN messenger contre le Sida. Explications.



En France, 173 000 personnes sont séropositives, ce qui signifie qu'elles vivent avec le virus de l'immunodéficience humaine (VIH). Ce virus s'attaque aux défenses immunitaires de l'organisme : si l'infection par le VIH n'est pas contrôlée (par l'association de plusieurs médicaments antirétroviraux), elle évolue jusqu'à provoquer le Sida – ou « syndrome d'immunodéficience acquise ».

Ce jeudi 19 août 2021, le laboratoire américain Moderna (qui a déjà conçu un vaccin contre le Covid-19) a **annoncé avoir débuté un essai clinique d'un potentiel vaccin à ARN contre le Sida**. La phase 1 de cet essai clinique devrait s'achever mi-2023. Cet essai de phase 1 sera réalisé sur un échantillon de 56 personnes âgées de 18 à 50 ans non-infectées par le VIH et en bonne santé.

Le VIH est très différent du coronavirus SARS-CoV-2

Pour rappel, les vaccins à ARN messenger (comme le vaccin Moderna ou le vaccin Pfizer/BioNtech contre le Covid-19) apportent aux cellules de l'organisme la « recette » (l'ARN messenger) pour fabriquer certaines pro-

téines utiles pour se défendre contre les virus. Très fragile, l'ARN messenger se détruit juste après avoir transmis cette information, et ne peut en aucun cas modifier le génome.

Le laboratoire Moderna espère donc mettre au point un vaccin à ARN messenger contre le Sida : ce vaccin permettrait de prévenir l'activation du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) dans l'organisme, protégeant ainsi contre le Sida.

Ce vaccin (qui ne sera probablement pas disponible avant une dizaine d'années, selon le laboratoire Moderna) risque toutefois d'être difficile à mettre au point : « *Le VIH est un virus très différent du Sars-CoV-2 en ce qu'il s'intègre, c'est-à-dire qu'il a pour particularité d'intégrer son matériel génétique dans le chromosome des cellules qu'il infecte*, a rappelé Jean-Christophe Paillart, directeur de recherches au CNRS, à nos confrères de *Numerama*. *Cela le rend beaucoup plus difficile à cibler puisqu'il se transmet d'une cellule à une autre et qu'il peut rester en dormance (latence) dans la cellule infectée et se réactiver à tout moment.* »

Topsante

Zemmour

Le symptôme de notre défaite intellectuelle

En 2022, la campagne présidentielle met en scène des visions du monde totalement opposées et confirme l'enracinement des thèses d'extrême droite.

La campagne présidentielle française offre une belle opportunité d'esquisser une sorte de radioscopie du champ politique et de l'évolution de la société. Elle permet non seulement de faire état des offres de projet de société en compétition, mais aussi des conditions de production et de réception des idées qui les portent.

Les élections de 2017, marquées par le retrait du président en exercice François Hollande, et l'irruption peu surprenante d'un enfant du sérail Emmanuel Macron, n'ont pas donné lieu à un duel autour des visions de la société. La faiblesse de la challengeuse et l'explosion de la droite traditionnelle après le scandale impliquant François Fillon quelques semaines à peine avant l'échéance, ont débouché sur un scrutin sans surprise.

Paysage politique fracturé

La campagne de 2022 est autrement intéressante. Elle donne à voir un champ politique en mutation. L'arrivée d'Éric Zemmour, la quasi-disparition du Parti socialiste, l'effritement de la droite traditionnelle, l'incapacité de la gauche à se renouveler ont déplacé les lignes et brouillé les repères.

Le paysage politique a rarement été aussi fracturé et les Français n'ont jamais été aussi incertains de leur vote : 30 % des électeurs ont déjà changé d'avis au cours des deux derniers mois, note une étude du Cevipof. Sans compter le taux d'abstention qui pourrait continuer à monter.

L'une des attractions de ces élections est l'arrivée du candidat Zemmour. L'homme qu'il est par ses origines et sa trajectoire, les idées qu'il porte, les caractéristiques sociologiques de ses clientèles, le feuilleton de sa mise en orbite qui associe média populaire et maison d'édition, sont pleins d'enseignements. Ils sont les symptômes d'une crise pro-

fonde de la société française, et au-delà.

La banalisation de certaines idées s'appuie sur l'expérience trumpienne de mobilisation des complotistes

Il est presque inutile de s'arrêter sur ses outrances, approximations et autres provocations, sur la vacuité de ses idées en matière d'économie, sur les contre-vérités historiques, de Clovis à Pétain, assénées avec aplomb et dénoncées en son temps par un collectif d'historiens dans une publication aux allures de tract érudit publiée chez Gallimard. Sans être exhaustif, la question importante me semble être la suivante : de quoi la personne de Zemmour est-elle le symptôme ?

La banalisation de certaines idées procède d'une stratégie toute gramscienne, centrée sur le concept d'hégémonie intellectuelle : il s'agit de conquérir les esprits avant les urnes. Cette banalisation s'appuie aussi sur l'expérience trumpienne de mobilisation des complotistes en tout genre et de leur quête de vérités alternatives. Les idées d'extrême droite sont chaque jour plus présentes à la télévision, sur la Toile ou dans la presse, jusqu'à dominer le débat public et s'imposer au sein de la droite, et parfois même au-delà. C'est l'aboutissement d'une stratégie pensée de longue date.

Un modèle français à bout de souffle

Le phénomène Zemmour nous dit aussi beaucoup de la crise institutionnelle que traverse le système politique, au-delà des problèmes que connaissent aujourd'hui les démocraties libérales. Il est le signe de l'essoufflement d'une forme dégradée du présidentielisme à la française, régime exceptionnel dans le paysage européen et dont la légitimité ne provenait que de son incarnation par des présidents d'exception.

Zemmour est le symptôme de l'incapacité d'une géné-



ration à retrouver les bases du raisonnement cartésien

Le raccourcissement des mandats et la concomitance des élections présidentielle et législative ont accentué le présidentielisme, déjà raffermi par le suffrage universel direct, en asséchant les articles 19 et 20 sur le rôle du Premier ministre et du Parlement. Les effets d'une tentative monarchiste dénoncée en son temps par Maurice Duverger en ont été renforcés. Zemmour est peut-être surtout le symptôme de notre défaite intellectuelle, de l'incapacité d'une génération à retrouver les bases du raisonnement cartésien et de l'appétence pour la complexité qui fait la spécificité de notre héritage intellectuel.

L'état de nos débats entre de façon étonnante – et inquiétante – en résonance avec les propos lumineux et sans concession de Marc Bloch dans *L'Étrange défaite* (Société des Éditions Franc-Tireur, Paris, 1946), quand il écrit à la page 91 : « Pour pouvoir être vainqueurs, n'avions-nous pas, en tant que nation, trop pris l'habitude de nous contenter de connaissances incomplètes et d'idées insuffisamment lucides ? Notre régime de gouvernement se fondait sur la participation des masses. Or ce peuple auquel on remettait ainsi ses propres destinées et qui n'était pas, je crois, incapable, en lui-même, de choisir les voies droites, qu'avons-nous fait

pour lui fournir ce minimum de renseignements nets et sûrs, sans lesquels aucune conduite rationnelle n'est possible ? Rien en vérité. Telle fut, certainement, la grande faiblesse de notre système, prétendument démocratique, tel le pire crime de nos prétendus démocrates. »

Provincialisme rétrograde

Quand la présidentielle s'accompagne de soupçons à l'encontre des sciences sociales supposées « engagées » et « contaminées » par des idées venues « du monde anglo-saxon », le syndrome du village gaulois n'est pas loin et notre universalisme prend les allures d'un provincialisme rétrograde.

L'arrogance s'est substituée à la connaissance chez une partie de la classe politique

Les siècles obscurs de la Grèce antique nous rappellent que les sociétés peuvent désapprendre et que les acquis ne sont pas éternels.

Les catastrophes arrivent quand on ne se rend pas compte de son ignorance. Les indicateurs de notre défaite intellectuelle sont nombreux. Ils s'incarnent dans l'incapacité à maintenir des principes obtenus de haute lutte, comme la liberté de publier et d'informer face aux ambitions politiques et aux intérêts économiques relayés par des groupes de

nous sont acquis. Se faire expulser d'Alger ou de Bamako, être ostracisé à Rabat ou à Beyrouth nous dit que l'arrogance s'est substituée à la connaissance chez une partie de la classe politique, qui banalise les propos indignes d'un Zemmour sur le Maghreb ou l'Afrique subsaharienne

Quand Zemmour prépare la guerre des races, il ne fait que dire très haut ce que pense une partie des élites

Quand Zemmour entretient l'amalgame entre islam et islamisme, prépare la guerre des races, dénonce le grand remplacement et met au centre des débats les questions sécuritaires et identitaires, il ne fait que dire très haut ce que pense une partie des élites politiques et intellectuelles et rendre compte d'un état d'ignorance généralisée qui touche en premier les faiseurs d'opinion. La naturalisation de certaines idées du sens commun par les médias, mais aussi par une partie de la recherche en sciences sociales qui n'est plus maîtresse de ses énoncés et dont les cahiers de charge sont définis par des donneurs d'ordre non scientifiques, est loin d'être un facteur marginal qui participe à cette impression de déclin et de déclassement.

Par Mohamed Tozy
Professeur à Sciences Po Aix-en-Provence, auteur de « Monarchie et islam politique au Maroc », « L'État d'injustice au Maghreb » et « Tisser le temps politique au Maroc » (co-écrit avec Béatrice Hibon)

Fintech

Pour une finance inclusive, l'Afrique doit adopter une réglementation commune

Selon les membres de l'advisory board de l'Africa Financial Industry Summit (Afis), un réseau de grands décideurs de l'industrie financière, il est nécessaire de développer une telle plateforme afin d'exploiter le potentiel d'innovation du continent dans le domaine des technologies financières.

L'innovation financière est un extraordinaire moteur de croissance pour l'Afrique. À elles seules, les fintechs du continent ont levé environ 1,3 milliard de dollars (1,18 milliard d'euros) d'investissement sur l'année 2021. Des acteurs comme OPay et Interswitch au Nigeria ou encore Wave au Sénégal ont atteint le statut de licorne, avec des valorisations supérieures à 1 milliard de dollars. Leur succès repose sur une promesse qui paraissait jusqu'alors hors de portée : permettre à des centaines de millions d'Africains d'accéder aux services financiers.

Pourtant, la forte progression des fintechs a également suscité des inquiétudes auprès du grand public comme des régulateurs. Au Kenya, un emprunteur sur cinq éprouve des difficultés à rembourser son crédit, un taux deux fois plus élevé que dans le secteur bancaire conventionnel. Au Nigeria, la National Information Technology Development Agency (Agence nationale de développement des technologies de l'information ; Nitda) s'inquiète quant à elle de la protection des données des utilisateurs et des pratiques parfois contestables des fintechs pour recouvrer leurs créances.

Mieux protéger les consommateurs

L'importance d'une réglementation adaptée ne saurait être sous-estimée pour encourager autant que pour encadrer le développement de ces nouveaux acteurs de la finance, et étendre ainsi les services financiers aux 57 % d'Africains qui restent encore à bancariser. La protection des consommateurs en particulier sera essentielle à la fois pour créer la confiance des nouveaux utilisateurs de services financiers et garantir des règles du jeu équitables vis-à-vis des acteurs bancaires traditionnels.

Sur ce point, les régulateurs africains, comme



ailleurs dans le monde, ont dû s'adapter à un environnement en perpétuelle évolution dans un contexte de progrès technologique extrêmement rapide. C'est pourquoi nous sommes convaincus qu'il est nécessaire de développer une plateforme réglementaire à l'échelle africaine. Cette plateforme, qui regrouperait banques centrales, fintechs, banques traditionnelles et assureurs, contribuerait à harmoniser les règles d'octroi de licences en Afrique, à développer l'inclusion financière et à mieux protéger les consommateurs.

Pour cela, nous avons identifié un certain nombre de leviers à activer.

Permettre un dialogue continu

Si les banques centrales nationales supervisent la réglementation financière, elles doivent relever de nombreux défis pour suivre le rythme de l'innovation. Cela freine les efforts des fintechs, des banques et des assureurs pour accroître l'inclusion financière en Afrique grâce à la blockchain, aux prêts entre particuliers ou à d'autres technologies émergentes.

La Banque centrale du Maroc (Bank Al-Maghrib) a par exemple introduit un cadre réglementaire pour les établissements de paiement en 2014, mais a depuis reconnu que les règles n'étaient pas claires pour les fintechs qui espéraient s'implanter dans le marché marocain. Elle a ouvert un bu-

reau de l'innovation pour dialoguer ouvertement avec les fintechs, leur expliquer la réglementation applicable et l'adapter si nécessaire.

Cette plateforme mobiliserait aussi les pôles d'innovation, les incubateurs d'entreprises et les réseaux de fintechs pour mettre à contribution les start-up

À l'échelle du continent, une telle plateforme ouvrirait un dialogue continu entre les innovateurs financiers et les banques centrales. Elle permettrait aussi aux banques centrales de se tenir au courant des innovations financières et contribuerait à l'harmonisation des cadres réglementaires nationaux. Les innovations financières pourraient alors être déployées sans encombre sur plusieurs marchés et atteindre plus rapidement les populations sous- ou non-bancarisées.

Cette plateforme mobiliserait aussi les pôles d'innovation, les incubateurs d'entreprises et les réseaux de fintechs pour mettre à contribution les start-up, tandis que des associations comme l'AACB (Association des banques centrales africaines) pourraient aider les régulateurs à avancer en synergie. Elle permettrait enfin de mieux protéger les consommateurs en intégrant les nouvelles technologies comme le prêt d'argent par téléphone portable à la réglementation, sans nuire pour autant à l'innovation.

Des « bacs à sable réglementaire » transfrontaliers

Nous encourageons également la convergence à échelle régionale des *regulatory sandboxes* pour permettre aux fintechs de tester des innovations de produits financiers sans contraintes réglementaires. Ces « bacs à sable réglementaires » ont fait leur apparition au Royaume-Uni en 2015. Le concept s'est depuis étendu dans le monde entier et gagne du terrain en Afrique. La Sierra Leone, le Kenya, le Rwanda et le Mozambique ont été les premiers adeptes sur le continent. Le Ghana a lancé l'année dernière un projet pilote de bac à sable et le Nigeria a introduit un cadre réglementaire pour favoriser leur usage.

Ces *sandboxes* sont un moyen d'introduire et d'étendre l'innovation financière, tout en offrant aux PME un fonds de roulement

Ces *sandboxes* sont un moyen d'introduire et d'étendre l'innovation financière, tout en offrant aux PME un fonds de roulement et en créant un écosystème permettant à d'autres acteurs d'innover avec des produits similaires. Pourtant, les rares *sandboxes* africaines existantes ont été créées au niveau national et leur mise en place a été lente et coûteuse. Elles sont également très différentes en matière de critères d'éligibilité, de durée et des innovations financières à prioriser. Cela peut dissuader des innovateurs crédibles et freiner l'expansion dans un autre pays d'une innovation financière qui a pourtant déjà fait ses preuves.

La création d'un cadre régional ou national ouvrirait la voie aux bacs à sable transfrontaliers. Il serait alors possible de tester une même innovation dans plusieurs pays à la fois. Il y a deux ans, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a lancé une *task force* fintech, dont l'un des objectifs était de créer un bac à sable réglementaire ouest-africain couvrant plusieurs

pays. Nous encourageons les projets de ce type sur le continent.

Les associations comme soutiens financiers

Les membres de l'advisory board de l'Africa Financial Industry Summit (Afis) appellent enfin les régulateurs à mobiliser les associations internationales et africaines du secteur pour soutenir l'infrastructure de l'innovation financière sur le continent. Les bacs à sable réglementaires, les centres d'innovation et les incubateurs d'entreprises sont coûteux et nécessitent des ressources importantes pour les régulateurs, tandis que leur déploiement a pris beaucoup de temps dans certains pays.

L'innovation financière ne peut fonctionner à long terme sans la confiance des consommateurs comme de la puissance publique

Les autorités de régulation, qui manquent souvent de liquidités, pourraient faire davantage appel aux ressources des associations professionnelles africaines et internationales afin d'obtenir un soutien financier et opérationnel. Le Réseau mondial d'innovation financière (RMIF), l'Africa Fintech Network, l'African Crowdfunding Association (Acfa), et l'association des banques de l'Afrique de l'Ouest (Abao) figurent parmi les associations qui pourraient être mobilisées.

En conclusion, les différentes pistes de travail évoquées sont autant de moyens pour créer une infrastructure réglementaire solide et dynamique.

L'innovation financière ne peut fonctionner à long terme sans la confiance des consommateurs comme de la puissance publique. L'inclusion financière durable de centaines de millions d'Africains en dépend.

Par Elizabeth Howard,

Hakima El Alami,

Mustafa Rawji & Omar Cisse



La Banque Panafricaine

Ecobank Guinée SA

Avis de Convocation à l'Assemblée Générale Ordinaire

Mesdames et Messieurs les actionnaires

Le Conseil d'Administration de la Société ECOBANK GUINEE SA convoque tous les actionnaires de ladite Société à une Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra **le vendredi 1^{er} Avril 2022 à 10 Heures** à l'Hôtel KALOUM, sis au quartier Almama, dans la Commune de Kaloum à Conakry (République de Guinée), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- I. Examen et approbation des Etats financiers de synthèse relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021 :
 - Examen et approbation du rapport de Gestion du Conseil d'Administration ;
 - Examen et approbation des rapports des Commissaires aux Comptes ;
 - Quitus aux administrateurs et aux Commissaires aux Comptes.
- II. Adoption des Résolutions
 - Approbation des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2021 ;
 - Affectation des résultats ;
 - Renouvellement de la limite de délégation des pouvoirs du Directeur Général pour les cautions, avals et garanties ;
 - Renouvellement des mandats de cinq (05) Administrateurs ;
 - Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales.

Tout Actionnaire pourra participer personnellement à l'Assemblée ou s'y faire représenter par un autre Actionnaire de son choix, son conjoint, ascendant ou descendant.

Toute la documentation nécessaire à cette assemblée est disponible pour consultation au siège de la Société sise à : **Immeuble Al Iman, Avenue de la République, Kaloum, BP 5687, Conakry, République de Guinée.**

Pour tous renseignements, veuillez contacter :

Le Secrétariat Général de Ecobank Guinée

Direction Juridique

Tél : 624 66 93 36 / 622 20 03 02, email : ssylla@ecobank.com

Pour le Conseil d'Administration
Le Président
Mr. Mamady YOULA

GUINEE CONAKRY
1XBET

LOTÉRIE NATIONALE GUINEE

**PARIS
SPORTIFS
EN LIGNE**

NUMERO VERT
625 66 66 66

18 Jouons responsable

GUINEE CONAKRY
1XBET

LOTÉRIE NATIONALE GUINEE

**PARIS SPORTIFS
EN LIGNE**

NUMERO VERT
625 66 66 66

18 Jouons responsable